

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2022)
Heft: 4

Artikel: Une armée moderne et une coopération renforcée
Autor: Matter, Michel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1035362>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

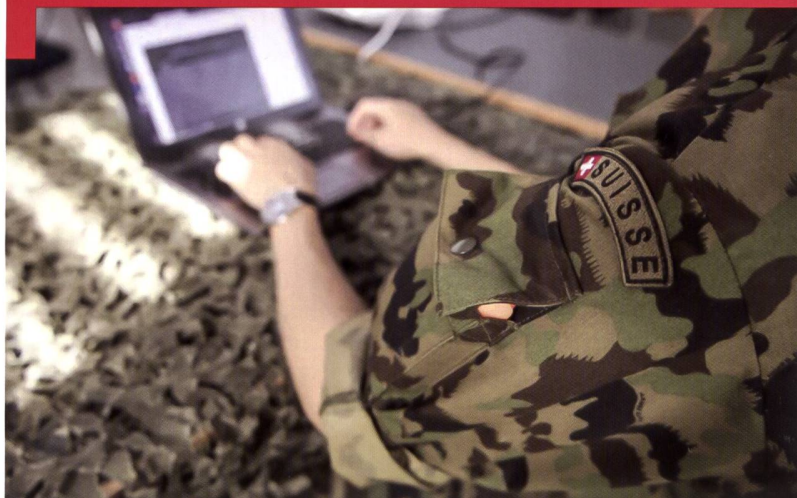
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 19.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Politique de sécurité

Une armée moderne et une coopération renforcée

Michel Matter

Conseiller national ; membre de la Sous-commission 4 CdF (DFJP / DDPS)

Dans la nuit du 24 février 2022, notre monde a basculé. L'invasion de l'Ukraine a sonné le glas, du moins sur le plan médiatique, de la pandémie à coronavirus qui occupait l'actualité et nos vies depuis de très longs mois, a balayé nos certitudes sur la notion de neutralité et a placé le thème de la sécurité du territoire en tête des réflexions.

Le 16 juin 2021, la photographie est belle ; trop belle ? Les présidents américain, russe et suisse posent face caméra, tout sourire, sous le soleil radieux de la Rade. Le Geneva Summit, organisé à la perfection, est qualifié de grand succès et le monde semble apaisé, tant la rencontre est considérée comme constructive et le ton positif. Dans le parc des Eaux-Vives, Joe Biden tombe la veste et remonte les manches de sa chemise, détendu et joueur avec les journalistes.

Le contraste est saisissant. Ce brusque changement apporte son lot de questions et de réponses, parfois sous le coup de l'émotion, comme si la Suisse, en un instant, avait pris conscience que la guerre pouvait, à nouveau, être à sa porte et que la géopolitique et les alliances retrouvaient leur place centrale, dans un contexte politique et économique particulier, chargé par la fin des négociations en vue de la signature de l'Accord institutionnel entre la Suisse et l'Union européenne.

Dans le sillage de l'actualité dramatique dans l'Est de l'Europe, le vote du 15 mai dernier sur la contribution suisse à l'Agence européenne de garde-côtes et de garde-frontières Frontex, du fait de son score élevé, est hautement symbolique de la volonté de la population d'avoir plus de sécurité et de liens avec nos voisins et de ne plus être une Suisse isolée au milieu d'un continent en alerte. Jürg Grossen, président des Vert'libéraux, a tenu des propos extrêmement clairs en ouverture de l'Assemblée des délégués du parti le 2 avril à Bienne : « *Nous devons apporter notre contribution à la sécurité militaire collective en Europe. Car la sécurité de l'Europe, c'est*

aussi notre sécurité. La situation actuelle montre que la Suisse fait partie de l'Europe et qu'elle partage avec elle un destin commun ainsi que les mêmes valeurs ».

L'accueil de milliers de migrants, principalement des femmes et des enfants, dans la pure tradition humanitaire de notre pays montre l'effort collectif que nous sommes capables d'effectuer dans une tentative de simplification administrative dans des temps où l'efficacité et la recherche de solutions du terrain prennent tout leur sens. En étant actif, notre pays démontre sa capacité de prendre ses responsabilités sur la scène internationale. Cela s'inscrit dans une Suisse fière de son rôle historique en tant que pays d'asile depuis plusieurs siècles, mais aussi comme lieu de paix.

Garantir la paix ne signifie pas ne pas anticiper et préparer un possible conflit dont la probabilité était jugée par beaucoup comme inexistante depuis novembre 1989 et la fin de la guerre froide un soir de chute du mur de Berlin. On peut se rappeler les débats en septembre 2020 sur les crédits pour de nouveaux avions de combat et les dires d'opposants qui niaient le risque d'un conflit armé sur le continent. La guerre en Ukraine a mis un terme tragique et brutal aux notes du concert exceptionnel du violoncelliste russe Mstislav Rostropovitch en 1989 devant un pan du mur et qui résonnaient encore dans la tête de certains. Notre vision du monde a changé et les relations avec nos partenaires européens doivent être renforcées dans un but de stabilité et de fiabilité tout en gardant notre indépendance. Rien n'est immobile et les défis augmentent. C'est une certitude.

« *La Suisse se doit d'avoir une armée moderne, agile, composée de militaires bien entraînés et complètement équipés de matériel de point.* » ainsi s'exprime François Pointet, Conseiller national vert'libéral vaudois et vice-président de la Commission de la politique de sécurité. Cette armée doit avoir la possibilité d'agir rapidement avec une capacité adaptative essentielle pour faire face

aux situations complexes où la prédominance du risque de conflits hybrides se fait de plus en plus évidente. Cette armée modulaire, avec une dimension cyber qui, on le voit parfaitement dans le conflit ukrainien, occupe une importance croissante, doit être capable de répondre optimalement aux missions qui lui sont confiées. Les tâches sont de plus en plus complexes et donc la formation et la recherche de talents devront tendre vers un effectif non seulement hautement spécialisé mais également capable de flexibilité. Les Vert'libéraux prônent pour une armée recentrée, prête à servir, moderne et motivée avec un effectif de 80'000 militaires.

Il est clair que la cyberdéfense devient primordiale et que des crédits précisément définis doivent être alloués dans ce qui ressemble à une priorité et une évidence dans le monde actuel. Il faudra trouver le personnel hautement professionnel dans ce domaine et permettre l'intégration de jeunes dans la gestion et le développement des technologies numériques car l'armée a également un devoir de formation et de soutien constant pour assurer ces tâches. Cette évolution vers une modernisation et une adaptation à la réalité technologique d'aujourd'hui et de demain doivent être pleinement soutenues.

A l'époque, le parti Vert'libéral n'avait pas soutenu l'achat de 22 avions de combat suédois *Gripen*. En Romandie, le « non » avait particulièrement été fort en ce jour de mai 2014. La question de la priorisation s'était alors posée. Aujourd'hui, avec la planification Air2030, l'acquisition de nouveaux avions de combat est apparue favorable et pouvant entrer dans le cadre de la procédure ordinaire. Les Vert'libéraux ont soutenu cet achat et se sont engagés activement dans la campagne du « oui ». Le soutien de notre parti, de l'avis de nombreux experts politiques, a sans aucun doute permis de faire la bascule positive dans un vote fédéral tellement serré avec uniquement une avance de 8'000 voix sur l'ensemble de la Suisse. La légitimité populaire, même si elle n'a tenu qu'à un cheveu, est acquise avec un bon taux de participation de 59%. L'achat de 36 F-35A du constructeur américain Lockheed Martin ne doit pas être entravée. Si un référendum est déposé, le sens du vote devrait être le même. Il sera essentiel de moderniser et d'adapter les installations des bases aériennes de Payerne, Meiringen et Emmen. Les crédits devront suivre. La sécurité aérienne est indispensable, tout comme

l'acquisition d'un système de défense sol-air de longue portée de type Patriot selon les évaluations des experts. La souveraineté ne peut être négociée et la population de la Suisse doit être protégée contre toute menace venant du ciel. Cette protection de l'espace aérien est incontournable et permet à la Suisse, et à la Genève internationale en particulier, de pouvoir être un lieu de rencontres au sommet et de conférences de hautes importances.

Quelque soient les acquisitions et les développements entrepris, tout investissement, tant dans la protection de notre espace aérien que terrestre, doit faire sens et doit s'inscrire dans une logique de modernisation de l'armée. Tous les crédits qui iront dans cette direction devront être soutenus car nous nous devons d'avoir une armée qui puisse être en pleine capacité d'assurer les missions de défense et de protection qui lui sont confiées. L'analyse des coûts et des ressources doit rester la règle. Nous devons savoir être agiles et réactifs car le monde bouge vite et les capacités de réactions et d'actions doivent être renforcées. Mais attention, il ne peut pas y avoir de chèques en blanc ni de déstabilisation des finances de la Confédération en raison de la politique du frein à l'endettement qui doit être respecté. Il ne peut non plus y avoir de limitation des dépenses d'autres domaines essentiels. La cohérence globale et les équilibres entre les différentes tâches de la Confédération doivent être poursuivis. D'autre part, le lien souhaité par certains avec le produit intérieur brut (PIB) n'est pas sans risque du point de vue de la politique financière et de la vision d'une prévisibilité dans le temps. Par beau temps, c'est parfait; par temps de crises cela compliquera les choses et des acquisitions jugées indispensables devraient alors être repoussées. Cela n'aurait aucun sens.

La situation actuelle le prouve chaque jour, seule une coopération internationale réelle et bilatérale pourra apporter à notre pays sa place dans un monde interconnecté et interdépendant sur le plan de la sécurité. C'est la contribution de chacun au collectif qui permet une sécurité accrue et cohérente. Un pays isolé ne peut assumer seul sa propre défense, surtout à moyen et long terme. Notre pays doit avoir une pleine capacité à se défendre contre des attaques ciblées. Ce ne sont que les collaborations renforcées avec nos voisins européens en matière de sécurité qui permettront à la Suisse de mieux se protéger et à notre armée d'assurer sa mission de mise en sécurité de la population et de préservation de nos libertés. Les échanges accrus en termes de défense et de protection des intégrités territoriales sont devenus incontournables. Un rapprochement avec l'OTAN, c'est-à-dire une pleine coopération, sans adhésion, est une évidence dans un monde occidental qui doit parler d'une seule voix face à tout agresseur. « Gouverner, c'est prévoir » comme le dit la maxime. Et il vaut toujours mieux réfléchir à froid que dans l'émotion ou l'urgence. La Suisse doit repenser ses stratégies de défense à la lumière du conflit actuel et de ses enseignements militaires avec une dimension nouvelle tournée vers la collaboration et la coopération avec ses voisins européens dans un réseau de défense interconnecté.

